

L'ÉVEIL

Bonne et Heureuse Année 2018

de la nation

Bihebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004 Prix : 250 F CFA

Intégration sous-régionale au menu des activités de Faure Gnassingbé



Page 6

1er Conseil des ministres de l'an 2018:

La révision des listes annoncée pour ce mois

L'opposition radicale n'a plus droit à l'erreur

P.3



Faure Gnassingbé présidant le Conseil des ministres.

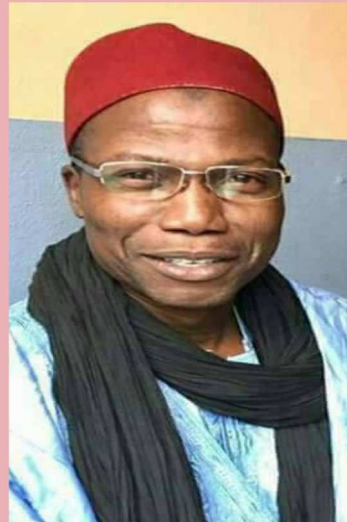
Politique :

ANC-PNP, un amour de façade?



Page 4

Jean-Pierre Fabre (Anc)



Atchadam Tikpi (Pnp)

Haute Autorité de l'Audio-visuel et de la communication :

Willibronde TELOU élu nouveau Président



Willibronde Pitalounani Telou

Page 4

Importation des véhicules d'occasion :

Des épaves bientôt interdites de circulation au Togo



Page 5

Chronique politique

LA RUE OU LES URNES ?

Dans mon post du 19 décembre dernier intitulé La messe est dite, consécutif à l'interview que le Président Faure avait accordée à Jeune Afrique, j'avais parlé des Plans A et B. Un de mes lecteurs m'avait demandé s'il y avait un Plan C que je proposais et un autre m'avait fait le reproche de critiquer sans rien proposer...



Page 5

Bodi Banche Bodelin

Tour de garde des pharmacies du 08/01/2018 au 15/01/2018

ETOILES	10 Av. Nouvelle Marche	22 21 88 47
3^e ARRONDISSEMENT	Bd. du 13 Janvier, près de l'Immeuble FIATA	22 21 52 27
AMESSIAME-BE	Marché de Bè	22 21 49 74
DES APÔTRES	Akodessewa Face ETOCOTRAN	22 27 11 98
OLIVIERS	Bd. Houphet Boigny	22 27 04 34
HORIZON	165, boulevard du 13 janvier Nyékonakpoè. Face Sapeurs-Pompiers à côté de l'immeuble A.A.C.	22 20 42 42
PATIENCE	Tokoin Gbadago	22 21 60 94
BON SECOURS	Rue du Grand Collège du Plateau - Cassablanca	22 45 76 74
JUSTINE	291, Bd des Armées - Tokoin Habitat	22 21 00 01
N.D. DE LA TRINITE	Sise au 20 boulevard de la paix à Super Taco	22 21 27 80
PROVIDENCE	Bd. Jean Paul II	22 26 66 48
UNIVERS - SANTE	Boulevard GNASSINGBE Eyadema, Cité OUA face à l'entrée du CHU-CAMPUS	22 52 41 39
LE JOURDAIN	Boulevard Léopold Sédar SENGHOR, face au CEG Tokoin Wuiti	22 61 56 14
RAOUDHA	Située au 4495 Boulevard Zio Hedzranawoe, derrière TOGO 2000	22 61 39 39
INTERNATIONALE	Sise Marché de Hedzranawoe "Asiyeye", Boulevard du Haho	22 26 89 94
MISERICORDE	BE-KPOTA	23 38 47 62
MAËLYS	1688, Bd Malfakassa - Bè Kpota en Face de NETADI	22 27 60 19
ELI-BERECAL	Route d'Adidogomé, Immeuble SIKOVIC face bureau de Poste	22 51 22 82
LA REFERENCE	Route de Kpalimé, Adidogomé Assiyéyé, à côté du bar Madiba	22 51 12 12
BONTE	Route de SEGBE, Wonyomé-Adidogomé en face de la station Sanol	22 36 28 50
BETANIA	Rue Sito, Totsi-Glenkomé non loin de la salle des Témoins de Jéhovah	22 43 89 40
MILLENAIRE	Face réserve de la gendarmerie d'Agoenyivé, sur la route de 50m à 300m du côté Nord	22 51 64 31
MATHILDA	Route PATASSE - Lomégan - ODEF	22 51 15 34
EL SHADAÏ	Face Ecole Théologie ESTAO	22 51 44 25
DIEUDONNE	Route de LLEO 2000, non loin de FUCEC Agoé-Téléssou	23 38 07 44
EL-SHAMMAH	Sise à amadahomé à côté de la maison des jeunes	22 46 93 50
St ESPRIT	Sur la bretelle Agoé-Nyivé Kégué, Face au CEG Agoé-Est	22 40 29 06
St MICHEL	Située à Agoenyivé entre la Brasserie BB et l'espace Télécom	22 51 70 22
EXCELLENCE	Agoé Demakpoe Voie CEDEAO	22 51 77 87
MAINA	Agoé Assiyéyé, axe Zanguéra à 300 mètres du Carrefour bleu	22 33 65 34
ABRAHAM	Agoé-Logopé Kossigan	22 50 10 00
AVEPOZO	A côté de la place publique d'avepozo	22 27 04 86
DE L'EDEN	Route d'Aneho, face cité Baguida	22 52 13 98






**A compter du
30 Novembre
vos transactions
T Money vous
rapporte des
points!**








COMMUNIQUÉ

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

- 1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*1#**
- 2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*2#**

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

1er Conseil des ministres de l'an 2018:

La révision des listes annoncée pour ce mois

L'opposition radicale n'a plus droit à l'erreur

Dans son adresse à la nation le 03 janvier dernier, le chef de l'Etat avait annoncé 2018 comme une année électorale. " En 2018, nos concitoyens seront plusieurs fois appelés à décider, par le vote, des grandes orientations de la vie nationale. L'aboutissement du processus de décentralisation permettra aux collectivités territoriales de se doter de représentants élus à l'issue des consultations locales attendues avec impatience.(...) L'élection des députés à l'Assemblée nationale constituera également un important rendez-vous démocratique auquel je convie la classe politique et l'ensemble des électeurs à participer dans un esprit constructif ".

En effet, les députés sont en fin de mandat et il faut renouveler la représentation nationale, au même moment le gouvernement qui fait de la décentralisation son cheval de bataille pour la démocratisation à la base et le développement local tient à organiser des locales. A ces deux consultations l'on pourrait ajouter le référendum qui s'impose inéluctablement vu que l'opposition continue dans ses errements et que le parti au pouvoir ne peut à lui seul opérer les réformes tant attendues par le peuple. Ce qui fera en tout trois scrutins majeurs.

Mais pour ce faire, il faut réviser le fichier électoral. Et comme dit l'adage, qui va loin ménage sa monture, le gouvernement prend soins de tout mettre en ordre. C'est ainsi qu'il vient d'annoncer le début des révisions des listes électorales pour bientôt. " Le troisième décret adopté par le conseil des ministres, fixe le nombre des Commissions Electorales Locales Indépendantes (CELI) et leurs ressorts territoriaux.

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), dont les membres sont entrés en fonction depuis le 20 octobre 2017, a entamé ses activités pour la préparation des différents scrutins prévus en 2018.

La CENI a prévu d'entamer dès ce mois de janvier, la révision des listes électorales.

La première étape dans le cadre de cette opération de révision consiste à la mise en place des commissions électo-

rales locales indépendantes (CELI).

Le nombre de ces commissions ainsi que leurs ressorts territoriaux sont fixés par décret en conseil des ministres, conformément aux dispositions de l'article 27 de la loi portant code électoral.

Ainsi, le présent décret prévoit 38 commissions électorales locales indépendantes, de même que leurs ressorts territoriaux ", indique le communiqué du conseil des ministres du mercredi 10 janvier 2018.

Pendant ce temps, l'opposition parlementaire (ANC, CAR, FDR...) et une partie de l'opposition extra-parlementaire réunies au sein de la coalition des 14, ne jurent que par les manifestations publiques pour disent-elles " un retour à la Constitution de 1992, le droit de vote des



Faure Gnassingbé présidant le Conseil des ministres.

togolais de l'Etranger, la libération des prisonniers politiques et le déverrouillage des institutions de la République "

Et des voix s'élèvent déjà pour contester la démarche de la révision des listes électorales à l'instar de celle de Dodji Apévon des FDR qui a estimé que le fichier électoral était pourri, donc impossible de le réviser et qu'il faille plutôt aller vers un nouveau recensement.

Ce qui est impossible techniquement et temporellement car primo, le Togo n'a pas les moyens de s'offrir ce " luxe " alors que la crise actuelle a

entamé sérieusement l'économie nationale et secondo, le pays a moins de six mois pour se doter d'une nouvelle législation.

Nous pensons à notre humble avis que l'opposition toutes tendances confondues devrait saisir cette occasion pour collaborer et participer au processus afin de permettre à tous les Togolais sans exception aucune de s'exprimer à travers les scrutins annoncés pour cette année. Au demeurant, il n'y a pas meilleure manière d'exprimer ses choix politiques que par les urnes. Les manifestations publiques ou de rues ne sont

qu'une expression populaire qui ne témoigne pas en réalité des vrais choix. Le bon sens voudrait aussi que l'opposition travaille à améliorer les conditions d'organisations des élections pour être sûre que les résultats seront acceptables par tous.

Dans tous les cas et en aucun cas, l'opposition radicale ne devrait pas commettre la même erreur qu'il y a seize ans, c'est-à-dire en 2002 à l'occasion du scrutin législatif qui a conduit à la révision constitutionnelle contre laquelle elle se bat aujourd'hui.

Akpanawè

Stratégie de conquête et de conservation du pouvoir :

La solution viendra-t-elle par les marches ?

La coalition des 14 qui fait, depuis près de six mois, des manifestations de rues parfois violentes son crédo, a annoncé encore des marches " sur toute l'étendue du territoire national ". Des sources bien informées révèlent que le parti au pouvoir organise aussi des manifestations de rue ce même samedi 13 janvier à Lomé et à l'intérieur du pays.

Plusieurs préfectures, notamment Tchamba, Tsévié, Sotouboua, Anié, Atakpamé, Dankpen et Binah sont choisies pour ces manifestations.



Des leaders de l'opposition et leurs militants dans la rue (Photo archives)

A en croire les informations, les militants de l'Union pour la République (UNIR) veulent inciter la classe politique au dia-

logue et appeler le gouvernement à accélérer le processus devant aboutir au référendum. Justement à l'Eveil de la

Nation, nous pensons qu'il est temps que la classe politique cesse de distraire le peuple et de chercher plutôt les vraies, si non la vraie porte de sortie de crise qui n'est rien d'autre que le dialogue.

La solution à la crise togolaise ne viendra d'aucune marche quelle qu'elle soit. Et à partir du moment où tous les bords appellent au dialogue, autant plutôt rechercher les voies de ce dialogue que de gaspiller encore de l'énergie et des moyens pour organiser des marches plutôt destructrices de l'économie nationale.

ANC-PNP, un amour de façade ?

La principale pierre qui s'est glissée dans la chaussure de l'opposition et l'empêche d'avancer sereinement vers l'obtention de l'alternance dans notre pays est de tous les temps ce que les uns ont appelé division de l'opposition, d'autres les querelles intestines de l'opposition. Mais depuis le 19 Août, une nouvelle détermination dans le sens de l'unité d'actions anime les formations de l'opposition. La volonté affichée devant les militants et l'opinion pour prouver le désir d'en découdre avec le régime en place est-elle sincère ?

De mémoires d'hommes, les togolais dans leur ensemble reconnaissent que c'est Tikpi Atchadam qui est venu réveiller l'opposition de son long sommeil pour lui montrer la voie idéale pour faire porter ses revendications. Depuis le soir du 19 Août 2017, les togolais qu'ils soient résidents sur le territoire ou éparpillés dans d'autres pays du monde et ayant un faible pour l'opposition sont invités à cultiver les valeurs d'unicité pour faire face au régime de Lomé.

S'il est une évidence que cette thérapie a marché pour une opposition hémiplegique jusqu'au soir du 19 Août, il n'est pas exagéré de préciser que, au sein de la coalition, les partis les plus craints ou, du moins ceux qui tirent le wagon sont indéniablement l'Alliance Nationale du Changement de Jean Pierre Fabre et le Parti National Panafricain de Tikpi Atchadam.

Les deux partis à eux seuls constituent une force impressionnante sur laquelle se greffent les petits partis pour faire aboutir la lutte mais la question qui circule depuis quelques temps sur les lèvres des togolais est de savoir en réalité si les relations ANC- PNP sont au beau fixe.

Si la lutte est commune et que l'objectif est de pouvoir obtenir un résultat positif face à l'adversaire commun, les principaux acteurs de la lutte au niveau de l'opposition sont conscients et eux-mêmes le disent à gorge déployée, qu'il ne faut pas se tromper d'adversaire mais beaucoup d'aspects divisent l'ANC et le PNP qui font des simulacres d'entente.

D'abord les deux partis n'ont jamais été unanimes sur la date du déclic qui a fait trembler le fauteuil de Faure Gnassingbé.

Si l'opinion nationale et internationale est d'accord pour reconnaître que c'est le 19 Août qu'une estocade sérieuse a été portée à la lutte par Tikpi et son parti le PNP, l'Alliance Nationale pour le Changement de Jean Pierre Fabre est la seule formation à



Jean-Pierre Fabre, leader de l'ANC



Salifou Atchadam Tikpi, leader du PNP

nier cette évidence puisque dans les rangs du Chef de file de l'opposition, on parle du 03 Août comme date du début des choses sérieuses. Et pourtant plusieurs observateurs sérieux vous diront que de toutes les manifestations de rue organisées par CAP 2015, c'est celle du 03 Août qui n'a pas connu d'affluence. Dire donc que c'est cette date qui marque un nouveau tournant dans la lutte démocratique c'est refuser de connaître la vérité.

En outre, plusieurs sorties sur les médias et les réseaux sociaux que ce soit de Pédro Amouzou, Membre influent de l'ANC et vice-Président de l'ancienne CENI ou de Eric Dupuy Chargé de Communication de l'ANC, n'ont pas su cacher d'éventuels grincements de dents ou d'inimitié que les sommités de l'ANC éprouveraient vis-à-vis du PNP.

Lors des rares apparitions publique de Tikpi Atchadam, l'accueil qui lui est toujours réservé bat totalement en brèche la popularité dont peut se prévaloir Fabre, censé pourtant être le patron en exercice de cette opposition. Dès le déclenchement de la crise dans notre pays, les médias occidentaux ont dépêché plusieurs reporters qui en ont profité pour faire des reportages, décryptages et dossiers sur la vie politique de notre pays mais aussi des pleins feux sur certaines formations politiques de l'opposition. Pour la circonstance, c'est le PNP et son leader qui étaient régulièrement sollicités, laissant sur le bas-côté de la chaussée Jean

Pierre Fabre et son staff.

Une situation qui n'est nullement de nature à créer et encourager la cohabitation pacifique sans heurt entre les deux métronomes de la coalition des 14 partis.

Bataille pour la sauvegarde ou la conquête du statut de chef de file de l'opposition

Le statut de Chef de File de l'opposition n'est pas un gâteau que le pouvoir remet sur un plateau d'or à un membre de l'opposition mais c'est au bout du scrutin législatif que ce titre est décerné au parti

qui vient juste après le parti majoritaire en termes de nombre de siège.

A l'issu des législatives de 2013, Jean Pierre Fabre a démontré aux yeux du monde qu'il est le parti de l'opposition le plus implanté sur l'échiquier national en remportant plus de sièges après le parti présidentiel. Aujourd'hui, des élections législatives pour renouveler l'assemblée nationale se pointent à l'horizon et il est question pour les formations de l'opposition de prouver ce dont elles sont capables.

Pour l'ANC, il s'agira de

rééditer l'exploit pour confirmer son leadership en ramenant dans son escarcelle plus de députés, mais sa bête noire dans l'opposition, le parti avec qui il risque de se disputer les sièges surtout dans certaines localités est bel et bien le PNP. Même si le PNP ne sera qu'à son baptême de feu en participant pour la première fois à une élection, il sera question pour le guerrier du PNP de confirmer dans les urnes ce qu'il a déjà démontré dans les rues.

Au regard des enjeux qui se dressent devant les principaux partis de la coalition, il ne sera pas exclu que des peaux de bananes bien visibles soient posées sur le chemin des uns et des autres dans la perspectives des législatives.

Cependant, l'on vous dira pour le moment que le fauteuil pour lequel vous vous battez n'est pas vide mais la certitude est que, les partis de l'opposition malgré cette coalition qui semble être un bloc compact dans l'atteinte des objectifs qu'ils se sont fixés, sont coutumiers de tirs de balles entre les jambes et au regard de cela, chacun cherchera à démontrer que c'est lui le meilleur, laissant sur le carreau les aspirations des militants qui leur font confiance.

Kpélafia Biva

Haute Autorité de l'Audio-visuel et de la communication :

Willibronde TELOU élu nouveau Président

L'ancien Directeur de Radio Lomé vient d'être élu Président de la HAAC par ses pairs par 08 voix sur 9.

Nommé par décret présidentiel le 19 décembre 2017 pour combler le vide créé par la disparition de Pitang Tchalla, c'est au cours de la séance plénière de jeudi dernier que Willibronde Telou a reçu le quitus de la quasi-totalité des membres de l'institution de régulation de la presse pour continuer le chantier entamé par son prédécesseur.

L'élection de Monsieur Telou s'est déroulée sous l'œil vigilant de Maître Bruno PARAISO, Huissier de justice.

A 54 ans, le nouveau Président de la HAAC n'aura pas de répit avec l'annonce des élec-



tions locales, référendaires et législatives au cours desquelles son institution sera fortement sollicitée.



Première Rencontre du MJU avec la jeunesse :

Les jeunes appelés à jouer leur partition pour un développement harmonieux

Le Mouvement des Jeunes Unir (MJU) a organisé sa première Rencontre d'échanges avec les jeunes togolais hier jeudi 11 janvier à Lomé. Cette première attache entre le Mouvement et la jeunesse a été une occasion pour les jeunes présents de poser les questions aux membres du bureau sur les sujets relatifs au développement du pays.

L'occasion a permis à plus d'une centaine de jeunes de s'adresser aux délégués du mouvement. Selon Malik Natchaba, Délégué National, le Mouvement vise non seulement à travers cette rencontre, écouter les propositions des jeunes et noter leurs initiatives ainsi que leurs préoccupations. Il a expliqué que c'est un cadre d'échange et de concertation qui se tiendra à chaque mois sur toute l'étendue du territoire et qui permettra de donner la chance à



Malik Natchaba (au micro) entouré des membres du bureau de la MJU.

tous les jeunes de tous bords de prendre la parole. Il a continué ses propos en soulignant que ces échanges permettront surtout au Mouvement de voir et de trouver ensemble avec la jeunesse quelle sera sa partition dans la construction du pays.

Rappelons que le Mouvement

des Jeunes Unir est une instance du parti Union pour la République (UNIR) consacré exclusivement à la jeunesse. Il a été porté sur les fonts baptismaux le 08 décembre 2017 au terme d'un congrès statutaire. Il est composé de 13 membres.

Kahf Djobo

Importation des véhicules d'occasion :

Des épaves bientôt interdites de circulation au Togo

Les pays d'Afrique au Sud du Sahara sont souvent considérés comme la destination finale des produits usagés d'Europe, d'Amérique et parfois d'Asie. Ainsi, des véhicules d'occasions datant de plusieurs dizaines d'années, de véritables épaves sont régulièrement convoyés vers des pays d'Afrique de l'Ouest le plus souvent. Si ce commerce permet de démystifier l'usage des véhicules parce que permettant de les acquérir à prix réduit, il ya de véritables dangers à craindre que qu'il convient d'appeler des cerceils roulants.

dangers que ces voitures causent a décidé mercredi dernier en conseil des Ministres de limiter l'âge d'entrée de ces véhicules importés sur la terre de nos aïeux.

Un décret a été d'ailleurs pris à cet effet. Même s'il n'en dit pas plus, ce décret a le mérite d'annoncer une telle mesure qui permettra de mieux sécuriser et de rendre fiable le parc automobile national. Seront concernés, les véhicules, les camions et les bus.

Notons que le Ministère des Transports par l'entremise de sa direction des Transports Routiers et ferroviaires fait d'énormes



Des accidents de plus en plus récurrents, la pollution avec à la clé la destruction progressive de la couche d'ozone sont l'effet de ces vieilles carrosses qui sont déversées dans nos pays. Le gouvernement togolais, conscient des

efforts pour introduire des réformes allant dans le sens non seulement de l'amélioration des services rendus, mais pour la satisfaction des togolais.

Kpélafia Biva

Chronique politique

de Bodi Banche Bodelin

LA RUE OU LES URNES ?

Dans mon post du 19 décembre dernier intitulé *La messe est dite, consécutif à l'interview que le Président Faure avait accordée à Jeune Afrique, j'avais parlé des Plans A et B. Un de mes lecteurs m'avait demandé s'il y avait un Plan C que je proposais et un autre m'avait fait le reproche de critiquer sans rien proposer.*

A celui qui me reproche de ne rien proposer, je répondrais que mes propositions ne se lisent et ne se comprennent qu'à travers les lignes. Je ne travaille pas pour un Cabinet de Stratégie Politique pour établir un catalogue de propositions de sortie de crise que nous traversons depuis 1990.

Quant au Plan C, (C comme la Croix ou à la croisée des chemins) il n'émane pas de moi, mais des soubresauts politiques. Ces soubresauts vont produire encore deux Plans à savoir, le Plan D et le Plan E avant la stabilisation de la barque-(histoire de subir la loi du Pentagramme qui gouverne le Togo.) Comprenez qui comprend !

Pour revenir à l'essentiel, je dirais que le Président Faure Gnassingbé vient d'inviter l'Opposition à un duel. Le duel en question va se dérouler sur deux terrains dont la date de l'un est approximativement connue et l'autre, qui reste à dévoiler.

Parce que certains démagogues politiques ont fait miroiter le départ immédiat du Chef de l'Etat à une certaine naïve population, il n'est pas étonnant que l'interview accordée à Jeune Afrique et le Message à la Nation soient très mal reçus par la dite population.

A travers son Message à la Nation (le dictateur sanguinaire, je ne fais que citer) invite l'Opposition sur le terrain électoral. Bien avant, il y aura un dialogue ; mais de quoi accouchera ce dialogue, d'un éléphant, d'une biche ou d'une souris ?

Si ma petite intelligence m'a permis, après lecture de son interview à Jeune Afrique et de son Message à la Nation, de comprendre leur sens implicite et explicite, le Président Faure et le "Système" qu'il incarne attendent de pieds fermes, l'Opposition sur le terrain des élections locales et législatives.

Ces deux rendez-vous sont,



non seulement un duel entre le Pouvoir et l'Opposition, mais risquent aussi de l'être entre les composantes de l'Opposition.

L'issue du duel entre le Pouvoir et l'Opposition dépendra essentiellement des moyens que cette dernière va se donner, des stratégies qu'elle va mettre en œuvre, des agendas et des ambitions de chaque composante dans cette atmosphère faite de sournoiserie.

Le plus grand danger ne viendra pas du Pouvoir, mais de la course au leadership de l'Opposition qui se traduit déjà par la valse des couleurs.

Bodi Banche BODELIN
Chroniqueur freelance
(Au nom de la Patrie)
Lomé, 04 janvier 2018.

Les dernières dépêches d'Afreepress

Selom Klassou, ceux qui réclament le départ de Faure Gnassingbé sont des "vendeurs d'illusions"

Le Togo connaît depuis le 19 août 2017 des constatations de masse caractérisées par des manifestations de rue. L'opposition qui au début demandait le "retour à la Constitution de 1992 et le droit de vote de la diaspora", est allée plus loin pour exiger la démission "immédiate" du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé.

Réunis en Conseil des ministres ce mercredi 10 janvier 2018 au Palais de la Présidence de la République, le gouvernement a rappelé aux détracteurs du président Faure Gnassingbé, la légitimité qui est la sienne.

Le Premier Ministre, Komi Selom Klassou, a tenu à rappeler que le Chef de l'Etat a été porté démocratiquement à la tête du pays par le peuple "souverain".

Pousser un Président de la République légalement élu à la démission avant la fin de son

mandat, est selon le Premier Ministre, une atteinte à la Constitution qui régit un Etat de droit. Cette légitimité, a-t-il martelé est "tirée des élections libres, démocratiques et transparentes, ayant permis au peuple souverain de choisir celui qui est le plus en phase avec lui et non des vendeurs d'illusions".

Komi Selom Klassou a salué la vision du Président de la République. Une vision qui selon lui, se traduit dans les faits par les réformes courageuses engagées depuis plusieurs années et ce, dans les domaines politique, économique, social, diplomatique.

Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, a de son côté appelé les ministres à redoubler d'efforts dans ces situations de crise pour l'accomplissement de sa mission à la tête de pays.

©Afreepress

Crise dans le secteur éducatif :

Le gouvernement et les centrales syndicales définissent un nouveau cadre de discussion

La crise dans le secteur éducatif caractérisée par des grèves et des menaces de grèves de la part des centrales syndicales, tend vers une accalmie. Une réunion de concertation a réuni hier jeudi 11 janvier à la primature, le premier ministre et chef du gouvernement, les centrales syndicales, les représentants du Conseil National pour le Dialogue Social (CNDS), la coalition pour l'éducation et autres acteurs du monde de l'éducation afin de poser les bases pour une sortie définitive de crise et un développement durable du secteur.

L'objectif de cette rencontre est de se pencher sur les préoccupations de l'heure et faire le point, en cherchant les moyens pour résoudre la crise et garantir un développement fondé sur une capacité innovatrice.

Devant les acteurs impliqués dans la gestion du secteur éducatif, le Premier ministre Sélom Klassou est

revenu sur les perturbations des années académiques liées à des grèves ces dernières années. Il n'a pas oublié de saluer le sens de l'engagement dont a fait preuve l'ensemble des acteurs depuis un moment. Il a annoncé la mise en place d'un nouveau cadre de discussion, représentatif dans les jours qui viennent afin de



Sélom Komi Klassou, Premier ministre



Atsu Atcha, coordinateur de la CSET

résoudre cette crise qui secoue le secteur de l'éducation et qui devient récurrente. Il s'est dit soucieux de l'amélioration des conditions de vie et de travail des enseignants.

Cette occasion a également permis au chef du gouvernement de situer l'opinion sur l'évolution des conditions des enseignants dans le temps, sans toutefois oublier de préciser la montée en puissance de la population scolarisable sur l'étendue du territoire. Il a évoqué les acquis de ce secteur, entre autres la création du corps des enseignants auxiliaires, l'affiliation des enseignants

à la caisse de retraite, le partenariat avec la Banque Mondiale pour un salaire garanti et sécurisé.

Le chef du gouvernement a tenu à faire l'état des lieux, à travers la présentation à l'assistance de l'évolution de l'émolument des enseignants au Togo. Il a rappelé donc qu'entre 2005 et 2017 les conditions des enseignants ont changé. L'assistance a eu le temps d'observer l'évolution des salaires selon les catégories socioprofessionnelles.

D'autres effets bénéfiques et mesures incitatives, notamment les primes d'incitation à la fonction d'enseignant, de

rentrée et de bibliothèque ont été relevées et considérées comme des acquis à ce jour. Le gouvernement par la voix du premier ministre reconnaît que malgré les améliorations, les défis persistent et souhaite aller vers un dénouement heureux avec la mise en place d'un nouveau cadre de dialogue qui prend effet dans quelques jours.

Rappelons qu'au cours de cette rencontre d'importantes décisions ont été prises dans le secteur. On annonce qu'à partir de cette année, la mission de recrutement des enseignants est confiée exclusivement à l'Etat. Il n'y aura plus la création d'écoles par les communautés ou les individus, l'on assistera à un appui multiforme de l'enseignement confessionnel avec la prise en charge de 1045 enseignants par l'Etat, ainsi que le recrutement d'enseignants volontaires.

Moudjib Falana

Intégration sous-régionale au menu des activités de Faure Gnassingbé

Le Président de la République, SEM Faure Essozimna Gnassingbé, Président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO a reçu ce jour une délégation de la Commission de l'institution sous régionale conduite par son président sortant M. Marcel de Souza.

de la Commission. " Nous devons travailler pour que l'ensemble de la Commission soit vraiment en place, tout le personnel statutaire en particulier. C'est dans ce cadre que nous sommes venus voir le Président de la République togolaise "

La situation politique de la Guinée Bissau était également au cœur de la rencontre à laquelle a également participé une délégation de ce pays conduite par M. Carlos Correia.



Les échanges ont porté sur la situation de la Commission notamment les nouvelles réformes institutionnelles conformément aux dernières directives de la Conférence des chefs d'Etats et de gouvernement de la CEDEAO.

Le nouveau président de la Commission, M. Brou Kassi qui était également membre de la délégation, a saisi l'occasion pour exprimer au chef de l'Etat togolais sa gratitude pour son élection. Il s'est félicité de ses sages conseils et orientations pour une plus grande efficacité

Premier ministre bissau-guinéen a fait part au chef de l'Etat togolais et à la délégation de la Commission des derniers développements de la crise politique dans son pays notamment la décision du Comité central du PAIGC, parti au pouvoir de réintégrer les députés dissidents conformément à l'Accord de Conakry et le congrès du PAIGC. Il a salué, à cet effet, la médiation du Président togolais dans la résolution de cette crise.

Source :

communication@presidence.gouv.tg

RECONSTRUCTION DES MARCHES DE KARA ET DE LOME :

Le gouvernement prend la mesure des choses

Hier 11 janvier, il y a cinq ans jour pour jour que le grand marché de Lomé a été ravagé par les flammes d'un incendie criminel après celui de Kara deux jours plus tôt. Depuis lors le gouvernement a projeté la reconstruction desdites infrastructures économiques et aujourd'hui, les commerçants peuvent se réjouir car les projets pour la reconstruction des grands marchés de Lomé et de Kara connaîtront une accélération cette année 2018.



Le drame survenu au Grand marché de Lomé (Photo archives)

En effet, selon le gouvernement, les choses sont prêtes. S'agissant du grand marché de Lomé, une première estimation évaluait le coût des travaux à 7 milliards de francs cfa.

Finalement, ce sont 22 milliards de nos francs qui seront investis pour la reconstruction de ce marché.

Le présent budget englobe les mesures sécuritaires, sanitaires et environnemen-

tales. 568,1 millions de francs cfa sont inscrits au budget 2018 et serviront de financement pour le démarrage des travaux.

Quant à la reconstruction du marché de Kara, elle a commencé il y a deux (02) ans pour un budget de 4 milliards de francs CFA. Pour boucler les travaux, 740 millions de francs cfa et 316,1 millions de francs cfa seront respectivement mis à dispositions par la Banque Africaine de Développement et le gouvernement togolais. Il est prévu que l'ouvrage sera réceptionné en juillet 2018.

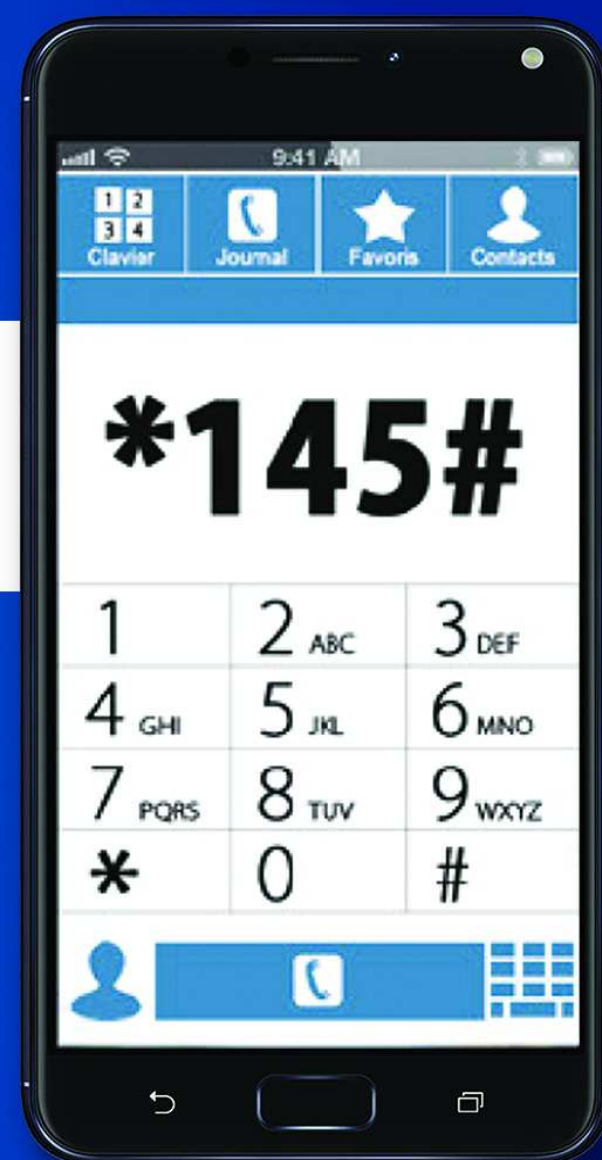
Il faut aussi signaler que le nouveau bâtiment principal du marché de Lomé sera de cinq (05) niveaux et celui de Kara aura seulement trois (03) niveaux.



Conducteurs de Taxi et de Taxi - moto, **PAYEZ** facilement **L'IRTR** à partir de votre mobile



***145*6*5*2#**



Saisissez le numéro d'immatriculation de l'engin

*(Exemple : TG **** BG)*

**Vous recevez la notification d'imposition
précisant le montant à payer**

Confirmez le paiement

**Saisissez votre code secret de compte TMoney
pour valider la transaction**

*Vous recevez enfin un message de validation ou de l'invalidation de
l'opération.*

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Immigration : Des migrants laissent la vie dans un naufrage au large de la Libye

Ces dernières années, l'océan Atlantique est devenu le cimetière de milliers d'africains qui s'y noient en tentant de gagner l'Europe à partir du Maghreb. Au moins 25 personnes sont mortes noyées au large de la Libye dans le naufrage d'une embarcation transportant jusqu'à 150 migrants. D'où viennent ces Africains qui veulent rejoindre à tout prix l'Europe? Pourquoi sont-ils prêts à des mois d'errance dans le désert du Sahara?

Depuis fort longtemps, les mouvements migratoires ont toujours existé entre les pays sahéliens (Mali, Niger, Tchad...). Les habitants de cette zone se rendaient au Maghreb pour des travaux saisonniers, et parfois, pour s'y installer. Mais aujourd'hui, le but a changé : il s'agit d'aller plus loin... en Europe. Le système des visas pour accéder aux pays européens, la difficulté pour les obtenir a contribué au développement de filières migratoires clandestines, surtout en Lybie, en Algérie et au Maroc. Elles sont désormais, pour les candidats à l'émigration, la seule possibilité de réaliser leur projet. Mais le danger est là. Pour environ mille (1000) Euros, ces clandestins venus de divers pays d'Afrique noire se lancent dans la traversée, entassés à 50 et parfois 70 voire 100 sur des barques de pêche relativement robuste. 255 autres personnes ont été déjà secourues le mois dernier.

Dans ces conditions certains y laisseront leur vie, d'autres seront renvoyés chez eux et d'autres encore, qui atteindront leur destination, savent que leur existence n'y sera pas forcément plus facile. Il est certain que la plupart des migrants africains préféreraient rester dans leur pays d'origine, parce qu'ils y ont leur famille, leur culture, leurs racines. Mais plusieurs raisons les poussent à tenter la méditerranée.

Pourquoi veulent-ils quitter leur pays ?

Aucun homme ne quitte son pays pour le plaisir d'immigrer. Le chômage et la pauvreté constituent la principale cause de l'immigration, et le rêve et le mirage de l'eldorado occidental. Pour certains, les raisons sont d'ordre économique. Cela s'explique par l'accentuation du sous-développement des pays africains depuis l'avènement de la décolonisation, la forte dévaluation de la plu-

part des monnaies. Aussi la dette extérieure des pays africains augmente dangereusement. Devant faire face à la faim, la population doit chercher un endroit où le manger ne fera pas partie de la préoccupation quotidienne. Et cet endroit, c'est l'Occident.

Pour d'autres, elles sont d'ordre politique. Un Africain sur cinq vit une situation de guerre ; et la violence est entrain de devenir le mode usuel des relations sociales entre cadets et

aînés, riches et pauvres, ethnies et religions différentes. Et tous les autres maux dont souffre l'Afrique : La faim; l'eau sont autant de cause qui font quitter les jeunes de leurs pays.

Quelles solutions ?

Si même le risque de mort n'esquive pas les clandestins, comment agir ? il faut d'abord prendre davantage conscience des nombreuses difficultés que les migrants rencontrent au quotidien, bien qu'elles ne



Une embarcation sauvée par les gardes-côtes (Photo archives).

soient pas forcément les mêmes pour tous au même titre. Il revient donc aux dirigeants africains de prendre conscience de la situation actuelle dans leurs pays. Ils doivent penser à changer leur politique. Créer de l'emploi, investir dans l'industrie, le textile, l'agriculture, la pêche, l'élevage. Réduire la pauvreté en Afrique est le moyen le plus efficace et sûr pour lutter contre l'immigration clandestine.

Les États d'Afrique, pour leur part, doivent cesser d'agir comme dans les années de prospérité où l'Europe, en plein boom industriel et immobilier, avait besoin d'une main-d'œuvre africaine bon marché. Les temps ont changé, l'économie moderne emploie peu de travailleurs, et les syndicats européens eux-mêmes en sont les premières victimes.

Kahf Djobo

Les Agropoles :

Nouvelle stratégie de développement agricole au Togo

La nouvelle politique agricole du gouvernement togolais basée sur le développement et la promotion des agropoles bénéficie d'un financement évalué à près de 64 milliards. Ce financement qui couvre la période de 2016 à 2030 va permettre de donner un nouvel élan au secteur agricole et permettre l'amélioration de la compétitivité des produits togolais.

Cette nouvelle stratégie de promotion des agropoles contribue d'une part au développement de la transformation des produits de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage en produits manufacturés à travers la promotion des PME/PMI et même des TPE, au renforcement des relations entre les activités de production de transformation et de commercialisation de ces produits.

D'autre part, elle vise la mise en place d'une synergie de la plupart des acteurs et l'inclusion sociale dans une logique d'amélioration des conditions de vies des populations rurales.

L'atteinte des résultats



passer par un cocktail alléchant d'actions mises en place par les meilleurs experts du monde agricole.

En effet, le processus de conception du premier agropole pilote dans le bassin de Kara est en cours, avec l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD). Par conséquent, les moyens sont investis dans la recherche, l'innovation, la formation et le renforcement des capacités des divers acteurs en vue d'a-

voir des ressources humaines plus qualifiées et aptes à faire de cette nouvelle politique, une réussite avec des impacts positifs concrets et durables.

En somme, la politique de mise en place des agropoles contribue dans un premier temps à la réduction de la pauvreté, principalement en milieu rural avec une réduction de plus de 15% dans les cinq prochaines années (de 68.7% à 53.7%), à la créa-

tion d'emplois que les statisticiens évaluent à plus de 24.837 emplois dont près de 40% pour les femmes. D'autre part, elle contribue à la création de richesse en milieu rural et à la réduction du déficit de la balance commerciale agricole. C'est l'économie togolaise qui se portera davantage mieux et l'on peut dire que l'agriculture au Togo a encore de bons jours devant elle.

Source : autogo.tg

Culture

INSTITUT
FRANÇAIS
TOGO

COMMUNIQUE DE PRESSE

CONCERT

A L'INSTITUT FRANÇAIS DU TOGO

13 janvier 2017 / 19H30

AVEC – ILE OLORUN (BENIN)

Le samedi 13 janvier à 19h30, le groupe béninois ILE OLORUN donnera un concert à l'Institut Français du Togo. Ce concert qui marquera la reprise des activités après quelques jours de congés, sera l'occasion pour le public de découvrir un groupe de jeunes artistes talentueux qui s'inspirent de différents rythmes : le rock'n'roll, le soul music, le reggae, le blues, le jazz, le funk...pour composer un cocktail unique et original.

• ILE OLORUN

L'aventure commence en 2014 à Cotonou au Bénin, lorsque de jeunes artistes se croisent, se rendent compte de la convergence de leurs idées et décident de se mettre ensemble ; ILE OLORUN voit le jour et propose une musique au groove aiguisé et synthétisé.

Au croisement de diverses influences et courants musicaux ILE OLORUN propose une musique puissante, dynamique et mélodique, fusion de rythmes méridional, septentrional, occidental et oriental sur d'authentiques mélodies africaines. Influencé directement par les musiques traditionnelles du Bénin et d'autres pays d'Afrique, chaque membre de ILE OLORUN a également croisé les rythmes et mélodies des autres continents tels que le rock'n'roll, le soul music, le reggae, le blues, le jazz, le funk, etc. Dans les cœurs, naît le désir de briser les barrières continentales et d'offrir à l'humanité toute entière des sons authentiques, comestibles et digestes qui l'emporte facilement dans l'El Dorado.

ILE OLORUN livre ainsi donc aux spectateurs, une expérience haute et riche en couleurs, où se suivent déchaînement d'énergie pure, mélodies apaisantes variées mais jouissant d'une forte cohésion : un métissage unique et original par lequel se transmettent les émotions, les cultures et expériences avec sensibilité.

Information pratiques :

Lieu : Institut Français du Togo Date et heure : Samedi 13 janvier 2018 à 19h30

Entrée : 2000FCFA (tarif réduit) et 3000 FCFA (tarif plein)

Renseignements : Institut Français du Togo - Avenue du Général de Gaulle (face au Consulat de France) Lomé. (00228) 22 53 58 00 - accueil@institutfrancais-togo.com



MENACES DE GREVES DU SYNPHOT DANS LE SECTEUR DE LA SANTE :

Une collision est à craindre

Il nous souvient que le Syndicat National des praticiens hospitaliers du Togo (SYNPHOT) a observé un sit-in d'avertissement dans les premières heures de la nouvelle année 2018, comme quoi pour annoncer les couleurs. Le syndicat a en effet déposé une plateforme revendicative sur la table du gouvernement qui s'attelle à résoudre les problèmes qui minent le secteur depuis des années par la faute de tous les acteurs. Les maux dont souffre le secteur s'appellent mauvaise gestion, vétusté des infrastructures et des équipements dans les centres hospitaliers, difficultés liées à la santé et à la sécurité des agents, absence de statut du personnel hospitalier et des contractuels, etc.

Cette situation entraîne des conséquences mortelles sur les patients dans les hôpitaux. C'est ainsi que le gouvernement a pris le taureau par les cornes en s'attaquant à la mauvaise gestion avec son programme de gestion contractuelle des centres hospitaliers.

Les résultats dudit programme, à la phase pilote, étant très excellents, comme l'a pu constater personnellement le chef de l'Etat, il va sans dire que le programme va être élargi à toutes les structures étatiques afin de permettre la résolution progressive des autres tares du secteur. C'est le chemin obligé car il n'y a pas de baguette magique pour sortir le secteur de ses cendres.

Mais curieusement, faisant la sourde oreille et même l'aveugle pour refuser de voir les solutions arriver, c'est justement en ce moment que le SYNPHOT a choisi pour brandir des menaces de grèves généralisées. Le problème des formations sanitaires au Togo ne relève pas seulement de la mauvaise gestion. Si le gouvernement ne veut pas l'entendre par voie douce, les grèves reprendront à coup sûr", a estimé le Secrétaire Général du syndicat, le Pr Atchi Walla chez des confrères de la place avant d'ajouter que " Nous allons écrire au gouvernement sur les prochains mouvements sociaux qui doivent venir dans les pro-



Prof Atchi Walla, SG du SYNPHOT

chains jours".

Vu que la période est dominée par des revendications politiques, des appels à manifester de tout genre et que le gouvernement a entamé la résolution des problèmes du

secteur, le SYNPHOT devrait plutôt surseoir à tout appel à la grève et donner la chance au plan du gouvernement, au risque d'être taxé de collusion avec les politiques.

L'Eveil de la Nation

POÈME J'IRAI MARCHER !

(En mémoire de Karoline Maya)

J'irai marcher :

A
Sokodé,
A
Bafilo,
A
Mango :

Si les bruits de mes pas
Vont ressusciter nos morts !

Si les bruits de mes pas
Vont chasser Faure du pouvoir !

Si les bruits de mes pas
Vont y étouffer ceux des bottes !

Si les bruits de mes pas
Vont ramener nos réfugiés au bercail !

Si les bruits de mes pas
Vont réconcilier les filles et fils de ces villes !

Si les bruits de mes pas
Vont m'assurer la majorité au Parlement !

Je ne marcherai pas pour renforcer
La position de quelques chenapans !

Je ne marcherai pas pour consolider
Le système que je suis supposé combattre !

Je ne marcherai pas pour la perte de mon Peuple !

Bodi Banche BODELIN,
(Au nom de la Patrie)
Lomé, 13 novembre 2017

AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES
CENTRE DE FORMALITES DES ENTREPRISES
(CFE)

Désormais,
Créez votre

SARL par acte sous seing privé avec seulement 29 250 FCFA sans avoir recours au notaire, avec un montant du capital social librement déterminé par les associés dans les statuts et sans paiement de droits d'enregistrement et de timbres.

N.B.: MODELE DE STATUTS SARL: www.cfetogo.org
Tél: 22 20 63 60 / 22 20 23 00 Email: cfe@cfetogo.tg
Togo, la destination parfaite pour la croissance de vos affaires !

Promotion de l'Agriculture climato intelligente :

La BOAD apporte un appui de 7 milliards de FCFA

Les changements et les variabilités climatiques constituent aujourd'hui une grande menace pour l'économie et la stabilité des pays de l'Afrique de l'Ouest surtout dans le domaine de l'agriculture. Pour palier à cela, la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a pris l'initiative d'organiser un atelier sous-régional de validation de la proposition complète du Cadre de Gestion Environnemental et Sociale (CGES) du projet de promotion de l'agriculture climato-intelligente en Afrique de l'Ouest. C'était les 09 et 10 janvier dernier à Lomé. Au cours des deux jours de rencontre les experts en agriculture et en environnement ont échangé sur la proposition complète de financement et le Cadre environnemental et social du projet. Il s'inscrit dans le Plan Stratégique et la Stratégie Environnement et Climat 2015-2019 de la BOAD. 14 millions de Dollars US soit environs 7 milliards de FCFA seront mobilisés pour réaliser ce premier projet.

Des professionnels et experts des questions agricoles et environnementales de cinq pays de l'Afrique de l'Ouest à savoir Bénin, Burkina Faso, Ghana, Niger, Togo, ont pris part à cette rencontre. C'était en présence de M. André Johnson, ministre togolais de l'environnement et des ressources forestières, des autorités nationales et des agences d'évaluation environnementale.

Ce projet va contribuer à renforcer les capacités des acteurs nationaux et régionaux en vue d'un meilleur accès aux informations agro météorologiques, et apporter une assistance technique aux groupements de producteurs pour la mise en œuvre de sous-projets et la réalisation des ouvrages de maîtrise de l'eau et de gestion de pâturage.

Selon les explications, les pays africains connaissent depuis longtemps une forte dépendance des aléas climatiques qui agissent négativement sur la production des agriculteurs avec pour conséquence une baisse considérable des productions du fait de la hausse des températures, de la variabilité des précipitations et de l'accroissement de la fréquence des événements extrêmes.

La BOAD et les institutions sous-régionales entendent unir leurs forces pour éradiquer ce phénomène en dotant le projet d'un fonds de 7 milliard de FCFA. Le projet permettra de réduire la vulnérabilité aux risques climatiques des agriculteurs et des pasteurs à travers une mise à l'échelle des meilleures pratiques dans le domaine de la gestion des sols, de l'eau, de la transhumance ainsi que des services

climatologiques ; apporter une assistance technique aux groupements de producteurs pour la mise en œuvre de sous-projets ayant un coût-efficacité avéré ; et réaliser des ouvrages de maîtrise de l'eau et de gestion des pâturages.



Un agriculteur

Prenant la parole à cette occasion, le ministre de l'environnement et des ressources forestières s'est réjoui de cette rencontre qui a réuni des experts de cinq (5) pays de la CEDEAO et s'est félicité de la mise en œuvre du projet qui

donnera une nouvelle image au secteur agricole.

Selon M. Maxime Akapaca, représentant du président de la BOAD, le projet de l'agriculture climato intelligente en Afrique de l'Ouest reflètera les besoins et les aspirations

des bénéficiaires.

Plus d'un milliard de personnes dans le monde sont aujourd'hui sous-alimentées. Pourtant, d'ici à 2050, la production alimentaire mondiale devra augmenter d'au moins 50 % pour nourrir une population estimée à neuf milliards.

Il faudra alors tenir cet objectif tout en respectant l'accord de Paris sur le climat qui prévoit de limiter l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de deux (2) degrés Celsius. L'agriculture intelligente en Afrique de l'Ouest est un choix des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO en juin 2015 à Bamako.

Kahf Djobo

Religion :

Les Imams du Togo en formation

Les imams dans la culture islamique sont des guides religieux. Ils sont appelés à prêcher la parole de Dieu. Pour permettre à ces derniers de renforcer leurs capacités et de mettre la différence entre le fondement religieux et la politique, le Conseil des Imams pour les Affaires Sociales et Services Humanitaires (CIASSH) en partenariat avec l'Association des Oulémas prédicateurs d'Allemagne, a organisé un séminaire national de recyclage des imams du 9 au 11 janvier dernier à Lomé. Cette rencontre de trois (3) jours a connu la présence de 150 participants venus de tout bord du Togo sous le thème " le rôle de l'imam dans sa communauté ".

L'objectif principal de cette rencontre est de renforcer chez les imams la capacité de compréhension et d'interprétation des faits dans l'exercice de leur fonction.

Il est question de permettre à ces élus de Dieu d'intégrer en eux des notions sur plusieurs thématiques développées au cours de la rencontre à savoir : l'Imam et son environnement, l'Imam et la vie socio-économique de sa communauté, le devoir de l'Imam de connaître la constitution de son pays ainsi que son organisation politique, la culture de la paix, la citoyenneté en islam, l'Imam face à l'intégrité religieuse, l'Islam et les TIC, l'Imam et la laïcité.

Le premier exposé, notamment " l'Imam face à l'intégrité religieuse " a été présenté par Cheikh Mohammad Zaahir Bako. Dans sa présentation, il a appelé ses collègues imams à cultiver la compréhension

hension dans les communautés où ils prêchent. Selon lui l'imam doit propager la parole de Dieu ou l'Islam à partir des comportements et non seulement par la parole. " Nul n'ignore que l'Islam donne de bons enseignements ; mais les pratiquants doivent le traduire dans les faits et les valeurs de l'Islam ", a-t-il rappelé.

De son côté, Cheikh Morou Souleymana, l'imam de la mosquée de Totsi a quand à lui développé le sous-thème " l'Imam et son environnement ". Il a mis en exergue la reconnaissance de la différence géographique, raciale, ethnique et religieuse des hommes. Il a convié les Imams à s'adapter à l'environnement dans lequel ils se retrouvent, mais surtout éviter le copier coller à tous les niveaux de la vie en matière de religion.

Par rapport au sous thème " L'imam et la vie socio-économique de sa communauté ",



La table lors de la formation

l'Imam Oukpedjo Seidi Mohamed s'est appesanti sur la nécessité de l'Imam de se familiariser au contexte social et les activités économiques que mènent les fidèles musulmans et susciter chez eux l'esprit d'entrepreneuriat.

Le thème intitulé " le devoir de l'Imam de connaître la constitution de son pays ainsi que son organisation politique " a été présenté par l'Imam Tadjoudine. Il a au cours de son exposé donné une brève explication de la constitution d'un pays et donner plus de précisions sur le concept politique, la gestion des affaires de la cité etc. il a appelé les participants à comprendre le fonctionnement des instruments de la République.

Toutes les autres thématiques développées au cours

de la rencontre sont allées dans le sens de la paix et de la cohésion sociale comme l'exige l'islam.

La cérémonie de clôture a été présidée par M. Nawanou Alassan Moussa, représentant du Ministre de l'Administration territoriale. Celui-ci a félicité au nom du ministre, les organisateurs et a convié les participants à prendre en considération tout ce qui a été développé au cours du séminaire. Selon lui en tant que Imam, le fidèle de Mohamed doit savoir mettre la différence entre la politique et la religion.

Rappelons que le CIASSH est une organisation apolitique qui réunit les Imams du Togo. Son but est de contribuer au bien-être socio-économique des populations.

Kahf Djobo

Santé

Les bienfaits de l'oignon sur la santé

En ajoutant des oignons à notre régime nous pouvons prévenir la formation de caillots sanguins, car ils nous aident à réduire le cholestérol dans le sang, et d'éviter le vieillissement des veines et des artères.

Si vous ne connaissez pas encore les bienfaits de l'oignon, cet article est fait pour vous ! Ce puissant légume est l'aliment idéal pour combattre les douleurs. Son pouvoir de guérison permet aussi de soigner des maladies communes. Découvrez donc les bienfaits de l'oignon !

Il améliore la circulation sanguine

L'oignon possède énormément de quercitrine, ce qui favorise la circulation du sang. En plus, il contient de la silice qui aide à prévenir la thrombose et le vieillissement des veines et des artères.

L'oignon contribue également à réduire le taux de cholestérol dans le sang. Grâce à lui, notre organisme arrive à dissoudre les caillots internes plus facilement, ce qui empêche la thrombose coronaire de se créer.

Il prévient l'anémie

L'oignon a des propriétés

antianémiques. En effet, il nous apporte du phosphore, du fer et de la vitamine E. Ces composants nous aident à reconstituer la perte de sang et régénèrent les globules rouges.

Il aide à soulager le rhume

L'oignon est riche en vitamines A et C. Il est donc idéal pour soulager les maladies respiratoires. Grâce au soufre, il possède des huiles essentielles. Ces huiles ont la capacité de réduire les symptômes de la bronchite, des rhumes et des catarrhes.

Il aide à contrôler l'hypertension

Puisqu'il contient du potassium, l'oignon aide à éliminer l'excès de liquide. Il réduit donc le risque de goutte, d'hypertension et prévient les calculs rénaux.

Il a des propriétés diurétiques et dépuratives

Le potassium et le faible contenu en sodium font que l'oignon aide à éviter la rétention d'eau en libérant les toxines du corps. De plus, il est aussi très bon pour les reins et la prostate.

Il empêche les maladies du système nerveux

L'oignon est riche en vitamine B et en potassium. Ces éléments sont nécessaires pour la transmission et la régénération de l'influx nerveux. Il a aussi du magnésium, ce qui permet d'améliorer le fonctionnement du système nerveux et musculaire. L'oignon est donc idéal pour l'amélioration de notre système nerveux !

Il nous aide à maigrir et à contrôler notre poids

L'oignon est parfait pour être inclus dans notre régime alimentaire, que ce soit pour maigrir ou pour des questions de santé. Pauvre en calories et rempli de fibres, il est idéal pour soutenir un régime amincissant ! En effet, l'oignon améliore le transit intestinal, et il dépure et élimine aussi les toxines, ce qui empêche



L'oignon

che la rétention d'eau. En plus, manger de l'oignon nous apporte la sensation d'être rassasié.

Excellent pour les femmes enceintes et les enfants

Grâce à sa teneur élevée en acide folique, l'oignon est idéal pour les femmes enceintes et les enfants. En effet, il contribue à la croissance et au bon développement du fœtus dans les premières semaines de la grossesse.

Un antioxydant

L'oignon possède des propriétés antioxydantes ! En effet, il contient des vitamines A et C,

ainsi que du soufre et des flavonoïdes telles que la quercitrine et les anthocyanes.

Il améliore l'asthme et l'inflammation

Grâce au soufre qu'il possède, l'oignon est un bon antiasthmatique. C'est aussi un grand anti-inflammatoire.

Il est antiseptique

Si on l'applique de manière externe, l'oignon peut agir comme un antiseptique naturel. Il est capable de réduire l'inflammation rénale.

Source :

amelioresetasante.com

Santé :

Un dangereux antidouleur nommé tramadol

Depuis plusieurs années, un produit pharmaceutique fait parler de lui au niveau de ces messieurs et dames qui font des activités nécessitant des efforts supplémentaires.

Au Togo, il est le plus souvent utilisé par certains conducteurs de taxi Motos qui racontent avoir la force d'un lion lorsqu'ils prennent ce produit. Et pourtant, ce produit dont la vente est contrôlée et limitée est consommé sans aucune modération par certains.

Assimilable à une drogue, il fait poser des gestes inhabituels à ceux qui en font usage et parfois durcit les cœurs de ceux-là.

Des mesures sont en train d'être prises en tout cas par les Etat pour limiter l'entrée dans nos pays de ce produit somme toute nuisible à la santé lorsqu'il n'est pas utilisé dans les conditions de sa prescription.

Au Nigeria, les autorités ont saisi le mois dernier, près de 115 tonnes de médica-



Un antidouleur dangereux, le Tramadol

ments interdits au port de Lagos. Il s'agit, selon les autorités, de six conteneurs remplis de Tramadol. Cette saisie record témoigne de la vitalité de ce marché, qui concerne le Nigeria, mais aussi plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest où d'autres saisies ont été faites ces dernières années.

Le Tramadol est un antidouleur, proche de la codéine et de la morphine, généralement prescrit en cas de forte douleur ou après une opération. Mais dans certains pays d'Afrique, il est majoritairement consommé pour tout autre chose.

Chercheur associé à l'institut Thomas More et au Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (Grip), Antonin Tisseron relève qu'il y a plusieurs raisons pour expliquer l'attrait de cette substance auprès des populations.

A commencer par son prix. " C'est un produit qui est vraiment peu coûteux, donc un produit de base qui est disponible en grandes quantités dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et qui coûte vraiment rien. "

La Rédaction

Championnat D1 :

Le promu ASCK défie Dyto à Lomé

Le championnat national de football de première division sera à sa onzième journée ce week-end. Le match au sommet est sans doute l'opposition de demain entre Dyto FC et L'Association Sportive des Conducteurs de la Kozah (ASCK) au stade omnisport de Lomé. Les deux clubs sont coude à coude avec chacun 18 points.

L'on aura d'un côté une équipe de Kara qui n'aura pas peur de prendre des initiatives dans ce match, car ayant suffisamment pris confiance lors des précédentes journées. Elle jouit de la mise à profit de sa pré-saison, avec plusieurs matches amicaux livrés pour consolider son effectif. Néanmoins, elle devra faire attention face à un club



Le promu ASCK a le vent en poupe.

L'équipe des conducteurs de la Kozah est la formation sportive qui surprend agréablement le public sportif en ce début de saison.

Après Gbikinti de Bassar battue 3 buts à 1 lors de la 9ème journée, l'ASCK est venue à bout de l'équipe des guerriers de Tchaoudjo à Sokodé lors de la 10ème journée.

des robots rouges qui est plus expérimentée.

Dyto comptera forcément une fois de plus sur ces individualités, entre autres Mani Sapoli élu meilleur joueur du mois de décembre, Eninful Kakla dans l'axe de la défense, Dosseh Koffi et Kouloun Maklibè dans le couloir droit.

F.M

jeuKDO TMONEY

**Utilisez TMoney
et Gagnez**
CHAQUE SEMAINE DE
SUPER CADEAUX

COMPOSEZ
***145#**
ET FAITES VOS
TRANSACTIONS



PLUS DE 830 LOTS À GAGNER...



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

L'ÉVEIL
de la nation

Siège : Agbalépédo, non loin de la gare routière
Tél: (00228) 22 32 85 95

Directeur de Publication:
Sama T. DJOBO
(00228) .90 03 17 74
.98 62 72 72

Rédaction:
Biva KPELAFIA,
Sam DJOBO,
Moudjib FALANA
Kahf DJOBO

Secrétariat :
AGBERE Takira
Imprimerie:
RAD GRAPHIC Sarl U.
Tirage :
2.500 exemplaires